

	services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI	NON	
	énergie	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	transports	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche		<input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: 14.020122 Coût total estimé: 2 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE: 2 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion indirecte avec entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

## 1.2 Résumé de l'action

La réforme encore inachevée de l'état aux Comores et la faible planification en matière de gestion des ressources humaines représentent un défi important pour la bonne mise en œuvre des politiques publiques, avec des conséquences majeures sur le budget et la gestion des finances publiques. Les dépenses courantes, principalement liées à la masse salariale de la fonction publique absorbent la plupart des recettes fiscales, ce qui laisse insuffisamment de ressources pour répondre aux importants besoins du pays en matière d'investissements économiques, sociaux et environnementaux. La phase de transition instaurée suite à la révision constitutionnelle de 2018, qui définit l'organisation de l'état, constitue une opportunité pour initier une réflexion en vue d'optimiser le fonctionnement de l'administration, et de renforcer l'adéquation des besoins et des compétences de la fonction publique avec ses missions.

Cette action, d'un montant de 2 000 000 EUR pour une durée de mise en œuvre de cinq ans, vise à une **gestion des ressources humaines de l'Etat (GRHE) aux Comores plus efficace, transparente et inclusive**, en lien avec les priorités nationales de développement (Plan Comores Emergent - PCE - 2030) et les domaines prioritaires du PIP 2021-2027 de l'UE pour les Comores.

**Une administration mieux structurée en matière de GRHE, capable d'identifier ses besoins en emplois et compétences et d'y répondre via des formations adéquates, attentive aux questions de genre, de jeunesse, et des droits humains, et utilisant mieux les outils numériques, favorisera une gestion plus efficace, transparente et inclusive des ressources humaines et par de là un meilleur fonctionnement de l'Etat.**

L'action se décline :

Composante 1 visant à initier un processus de réorganisation de la gestion GHRE comorienne. L'objectif de cette composante est de mettre en place une architecture institutionnelle révisée, cohérente avec la révision constitutionnelle de 2018 et le processus de numérisation en cours, ainsi que de clarifier les rôles et missions des diverses institutions en charge de la GRHE au niveau central, insulaire et local.